

DÉFENSE DE L'UNIVERSITÉ

Comme toujours, l'ampleur du mouvement qui s'est déclenché à l'Université a surpris, notamment les acteurs de la cohabitation qui, en Conseil des Ministres, avaient unanimement approuvé la réforme Devaquet. F. Mitterrand y compris.

La grève générale des étudiants et lycéens organisés en comités de grève a déjà obtenu le retour du projet de loi en commission. Un pas a été franchi entre les premières réactions des Monory et Devaquet stigmatisant les manifestations comme une agitation de la gauche et les déclarations attendries sur «*la légitime inquiétude des jeunes*» qui suivirent le rassemblement devant le Palais-Bourbon. «*Il y a contestation, alors discutons*», admet Chirac.

Quand les camions barraient la route, le Gouvernement de la gauche a cédé aux sociétés de transport. quand la droite traditionnelle manifestait à Versailles Savary fut démissionné, quand 500.000 étudiants occupent les rues, le gouvernement de la cohabitation effectue un premier recul. Nous le savions déjà, ce n'est ni la morale ni la raison pure qui détermine l'attitude des hommes d'Etat mais la rudesse des rapports de forces.

Certes, personne ne peut dire à cette heure jusqu'où le gouvernement reculera ni si les étudiants sauront éviter les embûches et résister aux pressions redoutables qui vont s'exercer sur eux. Mais il apparaît à l'évidence que ce mouvement ne ressemble pas à celui de 68. On peut même dire que ses objectifs lui sont diamétralement opposés.

Mai 68 avait débouché sur l'idéologie autogestionnaire de la C.F.D.T., la participation, la suppression des examens, l'école ouverte et la société sans école théorisée par Y. Illich. Cette idéologie inspira toutes les politiques scolaires des différents gouvernements qui succédèrent, de la loi E. Faure à la Réforme Pédagogique du 1er degré et la réforme Legrand des collèges jusqu'aux *Conseils d'école* renforcés par Chevènement, dans la perspective de transformer le service public d'enseignement en une mosaïque de Communautés éducatives ayant toutes les caractéristiques de l'enseignement privé.

Nous ne fûmes pas si nombreux à combattre dès sa mise en place cette politique de démolition, au *Comité de l'Appel aux Laïques* puis aux syndicats d'enseignants Force Ouvrière qui se constituèrent en opposition à la politique «*d'Ecole Ouverte*» de la F.E.N. et du C.N.A.L. Quand on entend aujourd'hui ces messieurs du P.C.. du P.S. et de la F.C.P.E.. qui. dimanche 23 novembre encore manifestaient pour «*l'ouverture de l'école sur son environnement*» dans le cadre de la loi Defferre de décentralisation, clamer leur compassion aux étudiants, le moins qu'on puisse dire est que la pudeur ne les étouffe pas.

Car contre quoi se sont insurgés les étudiants? Contre l'inégalité des droits à l'enseignement supérieur consacrée par la réforme Devaquet qui ne fait qu'accentuer une autonomie engagée par la loi Savary:

- inégalité des droits d'inscription suivant les universités,
- inégalité d'accueil suivant les filières et les universités qui fixeraient elles-mêmes leurs critères, indépendamment d'un bac régionalisé et octroyé à 80% des Français,
- multiplication et valorisation de diplômes locaux portant le nom des universités, à l'américaine, en concurrence avec les diplômes nationaux,
- sponsorisation accrue des universités par les entreprises locales,
- possibilité aux universités de se fédérer en groupements autonomes qui porteraient un dernier coup à l'unité de l'Université,
- sans compter les conséquences de ce système sur le futur recrutement et le statut des personnels enseignants dans ces Universités.

Ceux qui, dans la lignée des Communards de 1871, luttent pour l'égalité des droits à l'instruction de la maternelle à l'université se reconnaîtront dans la révolte des étudiants.

Hier, la grève réussie des fonctionnaire était un avertissement, aujourd'hui, la grève générale de l'Université jette un cactus dans les mains du gouvernement. En butte à l'application de la «*flexibilité*», aux atteintes de la protection sociale, à l'érosion du pouvoir d'achat génératrice de chômage, l'ensemble des travailleurs est implicitement concerné par l'évolution de cette grève des étudiants.

Serge MAHÉ
